En vue d'une évaluation intégrée de l'utilisation des terres en Zambie

Résumé

En janvier 2002, le Gouvernement de la République de Zambie a demandé l'appui de la FAO au titre d'un programme de coopération technique afin d'obtenir des informations actualisées concernant le stock et l'utilisation des ressources naturelles. Le propos principal du Gouvernement était de mettre en place un système d'évaluation intégrée de l'utilisation des terres susceptible d'améliorer la gestion des ressources en terres, et donc de contribuer à la lutte contre la pauvreté, à l'amélioration de la sécurité alimentaire et à la croissance économique durable. L'intervention d'évaluation intégrée de l'utilisation des terres (ci-après Évaluation intégrée) a été officiellement lancée en août 2005. Les capacités ont été développées aux niveaux institutionnel et individuel suivant deux phases principales: planification intersectorielle et évaluation des besoins.

Les facteurs qui ont contribué à mettre en œuvre avec succès un inventaire complet des terres d'une telle ampleur sont les suivants:

Engagement des acteurs nationaux depuis le début de l'intervention. L'engagement des acteurs nationaux depuis le début de l'intervention renforçait la maîtrise et les capacités au niveau institutionnel. La réunion des parties prenantes provenant de disciplines différentes liées à l'utilisation des terres était un élément déterminant pour concevoir la méthodologie, planifier l'intervention et former le personnel de terrain. Le Comité directeur et les équipes de terrain chargées de l'inventaire étaient choisis dans divers ministères et départements ce qui enrichissait la mémoire institutionnelle et favorisait la promotion du projet.

Évaluation des besoins dès le début. Menée dés le début du projet, elle était fondamentale car elle indiquait le niveau des capacités et des biens et donc les domaines prioritaires.

Formation intersectorielle. La formation des "équipes de terrain" permettait aux ministères concernés d'échanger des idées et de développer un esprit d'équipe. Elle créait aussi une base de connaissances fiables portant sur les aspects techniques liés à la collecte et la gestion des données.

Création de réseaux informels. Les ateliers nationaux et provinciaux permettait de faire comprendre l'importance de l'évaluation intégrée de l'affectation des terres et de constituer des réseaux informels entre les institutions exploitant des données sur les ressources naturelles.

1. Contexte

La Rhodésie du Nord était administrée par la British South Africa Company depuis 1891 jusqu'à ce qu'elle tombe sous la domination britannique en 1923. Durant les années 1920-1930, l'industrie minière alimentait le développement et l'immigration. En 1964, le territoire était libéré et devenait un État souverain indépendant – la Zambie. La gestion forestière en

Zambie avait démarré avant son indépendance, sous la British South African Company. La Forêt organisée était déclarée par ordonnance de 1947 comme la première Politique forestière.

La Zambie a une population de 10,4 millions d'habitants, répartis sur une superficie de 743 390 km^2 – soit une densité moyenne de seulement 14 habitants par km^2 – mais sa croissance est de 2,6 pour cent par an. Environ 60 pour cent de la population vit dans des zones rurales, et 83 pour cent de la population rurale est classée comme pauvre contre 56 pour cent dans les zones urbaines.[1]

Jusqu'en 1975, l'économie de la Zambie reposait sur le cuivre, mais avec la chute des cours mondiaux, le Gouvernement a commencé à rechercher d'autres sources de croissance économique, d'emplois et de recettes en devises. L'économie zambienne s'est généralement détériorée depuis 1990, la croissance du produit intérieur brut (PIB) n'étant que de 0,5 pour cent par an, alors que le PIB par habitant est non seulement bas (392 USD) mais recule de 2 pour cent par an.

Parallèlement, les ressources naturelles de la Zambie continuent de diminuer tant en qualité qu'en quantité. Les forêts en particulier sont vulnérables à des facteurs comme les pratiques généralisées de culture itinérante sur brûlis; la demande toujours croissante de dendroénergie (bois de feu et charbon de bois); l'utilisation commerciale non durable des essences locales, le surpâturage et les incendies de forêt.

La corrélation entre la pauvreté et le déboisement et/ou l'épuisement des ressources est notable, en particulier dans les zones proches des centres urbains, et devrait survenir dans les deux sens: une base de ressources rare et qui s'épuise aggravera la pauvreté dans les zones où elle constitue un élément important des moyens d'existence de la population; et la pauvreté peut favoriser les activités qui menacent la base de ressources naturelles. On manque actuellement d'informations sur le stock et l'utilisation des ressources naturelles pour planifier et gérer les ressources foncières en raison du manque de ressources, de matériel d'inventaire et de capacités adéquates parmi les fonctionnaires du gouvernement pour réaliser les évaluations des ressources. Les derniers inventaires forestiers ont été réalisés aux niveaux des districts et se sont achevés en 1967; des informations actualisées sur les forêts et les ressources naturelles à l'échelle nationale étaient donc nécessaires.

Avant l'Évaluation intégrée, il n'avait pas été réalisé d'inventaire en Zambie couvrant l'ensemble du pays et utilisant la même approche méthodologique pour obtenir des données sur les différents modes d'utilisation des terres. L'approche de l'Évaluation intégrée est la première de ce type utilisée pour inventorier les aspects des ressources qui touchent à la biophysique et aux moyens d'existence, ainsi que leurs utilisations et leur gestion dans tout le pays.

2. Intervention de développement des capacités

Le Gouvernement zambien, par l'intermédiaire du Ministère du tourisme, de l'environnement et des ressources naturelles, a demandé le soutien technique et financier de la FAO pour concevoir et mettre en œuvre une Évaluation intégrée de l'utilisation des terres; l'objectif était de renforcer les capacités individuelles et institutionnelles pour améliorer la connaissance de

[1] Source: FAO, 2004.

la base de ressources naturelles du pays, réduire la pauvreté et promouvoir la croissance économique. [2]

Le renforcement des capacités était construit autour de deux domaines principaux: i) planification et coordination intersectorielles; et ii) évaluation des besoins en matière de développement des capacités.

(i) Planification et coordination intersectorielles

Depuis 2000, le Département des forêts de la FAO a participé à la conception et aidé à mettre en œuvre des Évaluations forestières nationales dans le monde entier visant à obtenir des données sur l'état et l'utilisation des forêts. L'Évaluation intégrée de l'utilisation des forêts constituait un élargissement du concept original d'évaluation forestière nationale, y compris notamment les questions d'ordre socio-économique et agricole afin de saisir des données sur les moteurs du déboisement et de la dégradation des forêts.

L'Évaluation intégrée en Zambie était menée conjointement avec les départements et ministères gouvernementaux concernés. L'institution chef de file du projet était le Département zambien des forêts (Ministère du tourisme, de l'environnement et des ressources naturelles); les institutions ayant apporté leur concours étaient: Agriculture (Ministère de l'agriculture et coopératives), Enquête (Ministère des terres), Bureau central des statistiques (Ministère des finances et de la planification nationale), Services zambiens de la faune et de la flore sauvages (ZAWA), Université de Zambie, Université de la Copperbelt, Collège forestier zambien et les autorités locales (Conseils).

Durant la phase de planification, plusieurs de ces institutions étaient consultées et participaient à la mise au point du plan et de la méthodologie d'évaluation. Elles étaient aussi représentées dans la structure organisationnelle de l'Évaluation intégrée aux différents niveaux décrits ci-après:

- ***Comité directeur national***, qui apportait un soutien au projet et comprenait neuf membres, dont la plupart étaient des Secrétaires ou des Directeurs permanents des ministères du tourisme, de l'agriculture et des coopératives, des terres, de l'énergie et de l'eau, des Services de la faune et de la flore sauvages, des finances et de la planification nationale;

- ***Équipe pluridisciplinaire nationale***, qui supervisait le projet. L'équipe comprenait six membres et assurait la coordination, l'exécution et le suivi de l'Évaluation intégrée au niveau national. Concrètement, l'équipe: fournissait des orientations sur l'analyse et l'adaptation du plan d'échantillonnage de l'Évaluation intégrée; dressait l'inventaire des variables et des définitions; formait les équipes de terrain et des groupes de contact au niveau provincial; mobilisait les ressources de l'Évaluation intégrée; planifiait et coordonnait le travail d'enquête entre les provinces, afin

[2] Un Projet de coopération technique (PCT), TCP/ZAM/3007 (A), a démarré en 2005 avec des fonds supplémentaires fournis par le Programme de partenariat Pays-Bas-FAO et par des fonds de contrepartie du gouvernementaux. Le Gouvernement finlandais a aussi contribué de manière significative à l'étude, ce qui a permis d'achever le programme. Le projet a commencé officiellement en août 2005 et pris fin en décembre 2008. Le montant total du budget a été approximativement de 1,08 millions de USD.

d'assurer la qualité et l'homogénéité des données; contrôlait les données et en évaluait la qualité; établissait la base de données; et présentait et diffusait les résultats.

- ***Équipes de coordination provinciales***, qui travaillaient en étroite collaboration avec l'Équipe pluridisciplinaire nationale. Des équipes provinciales étaient mises en place dans toutes les provinces; elles étaient composées de quatre membres provenant des ministères et départements des forêts, de l'agriculture, des statistiques centrales et du ZAWA. Elles étaient chargées de: créer les Équipes de terrain; mobiliser et préparer les ressources et le matériel nécessaires, tel que les véhicules et les brochures distribuées par les équipes de terrain; suivre et appuyer le travail d'enquête, y compris le soutien technique et logistique des Équipes de terrain ainsi que le contrôle des rapports d'enquête; vérifier et valider les formulaires d'enquête; et transmettre les données à l'Équipe pluridisciplinaire nationale.

- ***Équipes de terrain***, qui étaient chargées de collecter les données sur le terrain et de transmettre les formulaires d'enquête aux Équipes de coordination provinciales. L'Équipe de terrain de l'évaluation intégrée était composée d'agents techniques du Département des forêts, de l'Agriculture, des Terres, des Conseils et de membres des communautés locales. Chaque équipe de terrain était dirigée par un chef d'équipe, qui était chargé d'organiser le travail d'enquête, de la préparation à la collecte des données, d'établir des contacts et d'entretenir de bonnes relations avec la communauté et les informateurs, et de suivre les progrès accomplis sur le terrain.

Ces organes pluridisciplinaires, du niveau décisionnel jusqu'à celui du terrain, étaient déterminants pour stimuler la maîtrise des institutions au-delà du Département des forêts, étant donné que les données collectées avaient une utilisation beaucoup plus vaste que de simples données forestières. L'objectif était d'obtenir des informations sur les causes du déboisement et sur la dépendance des communautés locales vis-à-vis des forêts pour assurer leurs moyens d'existence.

Le renforcement des capacités intersectorielles[3] était effectué durant le projet, grâce à des ateliers, des cours de formation et des orientations sur le terrain, ainsi qu'à des mécanismes de communication et de retour d'informations de sorte que toutes les équipes de terrain étaient à même de collecter des données sur l'utilisation des terres et le couvert végétal et sur leur gestion.

(ii) Processus d'évaluation des besoins en matière de renforcement des capacités

Une évaluation des besoins en matière de renforcement des capacités était effectuée au tout début du projet, afin de bien cerner la capacité institutionnelle et le matériel disponibles pour mettre en œuvre l'Évaluation intégrée. Cette évaluation était réalisée dans le cadre d'un accord conjoint entre le Département zambien des forêts, la FAO et l'Université des sciences agricoles de Suède. L'évaluation était aussi destinée à identifier les besoins et à consolider les

[3] Le renforcement des capacités portait essentiellement sur: i) Élaboration d'une méthodologie d'inventaire des forêts et des arbres, y compris plan d'échantillonnage, système de classification, harmonisation et variables; ii) Élaboration de méthodes d'inventaire de l'utilisation des terres et des moyens d'existence, y compris plan d'échantillonnage, système de classification, harmonisation et variables; (iii) Cartographie et levée sur le terrain de l'utilisation des terres et des forêts; iv) Enquête sur les ménages; (v) Traitement des données, élaboration d'un système d'information et établissement de rapports; et vi) Gestion des informations.

intérêts et la participation des différentes institutions nationales, représentant de grands intérêts multisectoriels. L'Université des sciences agricoles de Suède, qui était un associé actif de la FAO dans la préparation de l'Évaluation intégrée en Zambie, a assuré la formation sur les évaluations nationales et évalué les besoins des institutions nationales en matière de renforcement des capacités pour mener une Évaluation intégrée nationale, pendant une période de six mois. Le Département zambien des forêts a participé activement à la conception de l'inventaire sur le terrain et aidé à coordonner des réunions très utiles entre la FAO, l'Université suédoise et différentes parties prenantes nationales.

Dans le cadre de l'évaluation des besoins, il a été procédé à l'examen des expériences en matière d'évaluation de l'utilisation des terres. Un consultant national a organisé des ateliers aux niveau national et provincial, et rédigé un rapport sur les expériences acquises dans le pays en matière d'évaluation des ressources forestières et d'autres utilisations des terres, sur les domaines de renforcement des capacités ainsi que sur l'étendue et la qualité des informations disponibles.

Atelier national de sensibilisation des parties prenantes

L'atelier national de sensibilisation des parties prenantes était réalisé sous forme de discussions sur les besoins en matière d'informations et de renforcement des capacités aux niveaux national et provincial. Les objectifs de l'atelier étaient notamment les suivants:

- connaître l'état des informations intégrées sur l'utilisation des terres, y compris les paramètres relatifs aux aspects biophysiques, la gestion, l'utilisation et les utilisateurs, afin de collecter des données à usage national et international;
- analyser les expériences acquises au cours de la dernière décennie en matière d'Évaluation intégrée;
- élaborer une méthode d'un bon rapport coût-efficacité pour l'évaluation intégrée;
- décider des modalités et du calendrier de mise en œuvre de l'évaluation intégrée.

L'atelier réunissait des scientifiques provenant d'universités et d'instituts de recherche, des experts forestiers du Département zambien des forêts et des représentants du Ministère du tourisme, de l'environnement et des ressources naturelles et d'autres ministères compétents (Agriculture, Terres), d'organisations non gouvernementales (ONG) et de la société civile.

La formation en évaluation intégrée de l'utilisation des terres était animée par 10 agents de district provenant d'institutions intervenant dans la gestion des ressources et l'utilisation des terres dans la province. Les agents de vulgarisation forestière organisaient des activités de sensibilisation dans leurs provinces respectives afin d'informer les autres institutions des objectifs de l'évaluation intégrée et de ce qu'elles devaient faire.

Les suggestions étaient ensuite rassemblées dans un rapport qui servait de base à la mise en œuvre. Des ateliers locaux et provinciaux étaient organisés pour présenter et examiner les conclusions du rapport final élaboré par le consultant national, et obtenir un retour d'information sur les variables de l'inventaire.

Évaluation des besoins en matière de renforcement des capacités au niveau provincial

L'évaluation des besoins de renforcement des capacités était réalisée dans six provinces (Centrale et Copperbelt, Orientale, Luapula, Lusaka, Septentrionale). Elle portait essentiellement sur le personnel des institutions s'occupant d'évaluation de l'utilisation des

terres et le matériel disponible pour réaliser l'évaluation intégrée dans le pays. Les données collectées servaient de base pour répondre aux besoins en matière de formation et de ressources du personnel intervenant dans l'utilisation intégrée des terres.

3. Résultats

Les évaluations des besoins en matière de renforcement des capacités effectuées dans six provinces ont permis de déterminer ces mêmes besoins aux niveaux du pays, des provinces et des districts. Elles ont aussi montré que les outils d'évaluation étaient disponibles au niveau national, mais que deux provinces en étaient dépourvues.

Les besoins identifiés au niveau national comprenaient notamment la sensibilisation et la formation aux techniques d'Évaluation intégrée (y compris la saisie et l'analyse des données), la coordination et la mobilisation des ressources, ainsi que la définition des rôles pour chaque institution d'exécution. Au niveau provincial, les besoins identifiés concernaient l'organisation des activités de sensibilisation et la définition claire des rôles des institutions participant à la mise en œuvre de l'Évaluation intégrée, le plan d'échantillonnage, la classification de l'utilisation des terres, l'organisation de l'enquête sur le terrain et la collecte de données, la description des formulaires de terrain et des ressources logistiques, comme les fonds et les moyens de transport pour les enquêtes sur le terrain.

Au niveau des districts, les besoins portaient notamment sur l'organisation des enquêtes de terrain, l'établissement des parcelles, la composition des équipes et le rôle de chacun de leurs membres, l'usage et l'entretien du matériel de terrain, la collecte de données pour les mesures de l'utilisation des terres, des arbres et des parcelles échantillon, l'utilisation des récepteurs pour le système de positionnement, les techniques d'entretien et de discussion de groupe, et le stockage, la mise à jour et l'utilisation des données collectées.

Après l'atelier national pour la sensibilisation des parties prenantes et l'évaluation du renforcement des capacités, les activités suivantes ont été menées:

- ***Des formulaires d'enquête spécifiques à la Zambie et un manuel de terrain ont été élaborés*** par le Coordonnateur national du projet et son équipe d'appui au Département des forêts et la FAO. Les formulaires d'enquête et le manuel étaient le résultat de discussions approfondies avec les acteurs nationaux et internationaux ainsi que des informations obtenues en retour durant les ateliers aux niveaux national et provincial. L'évaluation comportait non seulement des questions sur les données forestières essentielles, notamment la superficie, le volume et l'utilisation, mais traitait aussi d'autres utilisations des terres et couverts forestiers et leur gestion. La partie la plus novatrice de l'évaluation concernait une enquête sur les ménages qui visait à saisir les causes de la conversion des terres. Cette activité était aussi élaborée conjointement par la FAO et le département des forêts, et s'appuyait sur les informations acquises durant les ateliers nationaux et régionaux.
- ***La formation d'environ 50 agents aux niveaux du pays, des provinces et des districts était assurée*** et facilitée par l'Université suédoise de sciences agronomes et la FAO, fournissant ainsi au Département des forêts, au Bureau central des statistiques, au ZAWA, au Ministère des terres et au Ministère de l'agriculture un personnel doté des compétences nécessaires pour effectuer des évaluations intégrées dans le pays, en vue d'établir un système de contrôle permanent susceptible d'être répété tous les dix ans;

- ***Des enquêtes de terrain étaient menées*** pendant toute la durée du projet, recueillant toute une série de données sur l'utilisation des sols et le couvert végétal ainsi que la gestion, outre des données socio-économiques sur les ménages;
- ***Une base de données était créée au sein du Département des forêts*** qui devrait être utilisée pour les inventaires futurs. Le partage des données obtenues au cours des travaux d'analyse se poursuit en fonction de la demande.
- ***Une classification cartographique de l'utilisation des terres et du couvert végétal était mise en œuvre*** par le Département des enquêtes du Ministère des terres;
- ***Deux analyses importantes étaient effectuées***, l'une par un consultant international et l'autre par quatre consultants nationaux. La première était axée sur l'analyse spatiale des données de l'Évaluation intégrée et son aptitude à fournir des informations directement utiles pour définir les politiques qui renforcent la contribution du secteur de l'élevage à une croissance durable sur le plan de l'environnement et favorable aux pauvres en Zambie. La seconde était axée sur l'impact potentiel des données tirées de l'Évaluation intégrée (c'est-à-dire, dans quelle mesure ces données peuvent-elles être utilisées pour suivre l'impact des politiques d'utilisation des terres). Les rapports étaient transmis au Département des forêts, qui les distribuait aux institutions partenaires comme le Ministère des terres et le Ministère de l'agriculture. Ils devraient contribuer à l'élaboration de la nouvelle politique forestière qui est en cours;
- ***Un rapport final sur l'Évaluation intégrée de l'utilisation des terres était rédigé***, qui énumère des statistiques sur l'utilisation des terres et la superficie du couvert végétal, le cubage des bois sur pied, les pratiques de gestion et les données socio-économiques pertinentes pour mieux comprendre les facteurs qui conduisent à la conversion des terres pour assurer les moyens d'existence. Les résultats devraient être utilisés pour l'élaboration de la nouvelle politique forestière ainsi que dans les négociations sur la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts, car les niveaux spécifiques de réduction des émissions seront déterminés pour les négociations internationales en partie à l'aide des données provenant de l'Évaluation intégrée.

4. Facteurs déterminants de la réussite du développement des capacités

Engagement des acteurs nationaux depuis le début de l'intervention

L'engagement et la sensibilisation, dès le début de l'intervention, du personnel dans les ministères et les institutions à la conception de la méthodologie et à l'élaboration du plan de travail de l'Évaluation intégrée de l'utilisation des terres ont été essentiels pour susciter l'adhésion de tous les ministères, et pas seulement du Ministère du tourisme, de l'environnement et des ressources naturelles (dont relève le Département des forêts). Ce modèle intersectoriel, outre qu'il n'avait pas eu de précédents, a renforcé la maîtrise et la responsabilité nationales pour garantir aux acteurs clés la durabilité des conclusions de l'Évaluation intégrée.

Évaluation des besoins au début de l'intervention afin de déterminer les domaines prioritaires

Étant donné l'ampleur de l'inventaire que supposait l'Évaluation intégrée, il était fondamental d'obtenir un très large consensus et retour d'information tout au long du projet, mais en particulier à son début. Des experts internationaux et nationaux se sont réunis pour décider d'un ordre de priorité des informations que l'Évaluation intégrée pouvait fournir, indépendamment des données essentielles sur les forêts comme le volume, la superficie, la

gestion et l'utilisation. On s'est très vite rendu compte qu'il était nécessaire de faire participer au dialogue des spécialistes en matière d'agriculture et de régimes fonciers.

Formation intersectorielle

L'approche intersectorielle et fondée sur l'équipe, adoptée pour la formation des équipes de terrain, était fondamentale pour créer un esprit d'équipe vers la réalisation d'un but commun et le renforcement des capacités institutionnelles. La finalité de l'Évaluation intégrée étant le suivi permanent, il était essentiel de constituer une base de données fiable et très complète. La formation a permis l'échange des idées entre les ministères concernés et développé une plus grande ouverture au regard du partage d'informations entre les institutions.

Ateliers nationaux et provinciaux pour sensibiliser les acteurs et créer des réseaux informels

Les premiers ateliers d'évaluation des besoins en matière de renforcement des capacités et de sensibilisation étaient un excellent moyen pour faire connaître le projet et établir des liens entre les besoins d'information et les arrangements éventuels de partage des informations entre les institutions, axées sur les ressources naturelles. Les ateliers permettaient aux parties prenantes clés d'échanger des informations et d'établir des contacts parmi les institutions nationales et les donateurs.

Expérience technique de la FAO

Depuis près de dix ans, la FAO a aidé les pays à se procurer des données fiables au niveau national sur la situation des forêts et leur utilisation dans le cadre de son programme de suivi et d'évaluation des forêts nationales. Compte tenu de cette expérience, la FAO, avec ses partenaires, a mobilisé les compétences pour élaborer un vaste inventaire qui couvre les usages concurrentiels des sols, comme les cultures et l'élevage, afin de traiter les problèmes du défrichement et du morcellement des forêts.

5. Enseignements tirés

L'Évaluation intégrée de l'utilisation des terres est le premier projet de ce type réalisé en Zambie depuis les années 60. Afin d'assurer la continuité du suivi des ressources naturelles dans le pays, il est nécessaire de développer et de maintenir à niveau les capacités nationales liées au plan d'échantillonnage, à la collecte de données sur le terrain, au traitement et à l'analyse des données, à la télédétection, à l'établissement de rapports et au partage des informations entre les ministères, les départements et les parties prenantes non gouvernementales.

Le principal enseignement tiré de l'Évaluation intégrée est que les procédures en vue du partage des données et de la maîtrise des informations doivent être définies dès le départ, durant la formulation de l'intervention. La base de données de l'Évaluation intégrée avec des produits informatifs dérivés, tels que statistiques et cartes, constitue une source précieuse d'information pour les ministères, les ONG et le public. Il n'existait malheureusement pas d'accords de partage des informations entre les départements au moment de la formulation du projet, et il n'en existe toujours pas. Afin de maintenir l'esprit intégré et pluridisciplinaire du projet et de pouvoir utiliser plus largement les données très utiles de l'Évaluation intégrées, une politique et un protocole communs de partage des données doivent être définis et ensuite mises en œuvre. Si cela avait été clairement établi au stade de la formulation du projet, avec des dispositions spécifiques regardant le type et le niveau de données qu'il était possible de partager avec les parties prenantes, les données auraient été beaucoup plus largement utilisées que ce n'est le cas actuellement.

6. Autres lectures et informations

- FAO (2004) Mission report of an assessment of the livestock sub-sector in Zambie, with special reference to policies (McLeod, A. and Chilonda, P.). Rome: FAO, Sous-Division de l'information, de l'analyse sectorielle et des politiques en matière d'élevage.
- Kalinda T., S. Bwalya, A. Mulolwa. & H. Haantuba. 2008. Use of integrated land use assessment (ILUA) data for environmental and agricultural policy review and analysis in Zambie. Rapport établi pour la FAO [Service de la mise en valeur des ressources forestières] et le Département des forêts, Ministère du tourisme, de l'environnement et des ressources naturelles, Zambie. http://www.fao.org/forestry/media/15466/1/20/
- Robinson, T., W. Wint & A. Tatem. 2008. Integrated Land Use Assessment of Zambie: The Geography of the Livestock Sector and Sustainable Pro-Poor Growth. Rapport établi pour le service de la planification et de la gestion de forêts, département des forêts, FAO http://ergodd.zoo.ox.ac.uk/download/Zambie/faoZambieilualivestockvfin.pdf
- Siampale, A. & J. Mukosha. 2009. Integrated Land Use Assessment 2005-2008. Rapport établi pour la FAO [Service de la mise en valeur des ressources forestières] et le Département des forêts, Ministère du tourisme, de l'environnement et des ressources naturelles, Zambie. http://www.fao.org/forestry/media/15461/1/20/
- Banque mondiale, 2007. Zambia: Poverty and Vulnerability Assessment. Poverty Reduction and Economic Management, Southern Africa, Africa Region Rapport No. 32573-ZM. www-wds.worldbank.org/.../WDSP/IB/2007/ (last accessed in March 2008)
- The Zambie provincial forest action plan (ZPAF), Ministère du tourisme, de l'environnement et des ressources naturelles, Lusaka, 2000.

On trouvera d'autres informations sur le projet d'Évaluation intégrée de l'utilisation des terres à la page d'accueil du Suivi et évaluation des forêts nationales, section réservée à la Zambie à l'adresse suivante: http://www.fao.org/forestry/49735/en/zmb/